



Liminaire CGT Comité Technique Local du 8 janvier

Monsieur le président du CTL

La CGT dénonce la politique du gouvernement.

Face à la colère sociale qui s'exprime depuis plusieurs semaines dans le pays, celui-ci répond par un renforcement de l'arsenal répressif et des mesures insignifiantes. Par contre, sourd aux demandes des citoyens, il maintient le cap de sa politique.

Le PAS ne simplifie pas l'impôt. Il modifie le mode de paiement de l'impôt sur le revenu, mais son architecture est particulièrement complexe. Cela génère des milliers d'appels, de mails et de visites dans nos services saignés par les suppressions de postes.

Un des objectifs du PAS est un alourdissement de la fiscalité pour la majorité des ménages pendant que pour les plus riches on a supprimé l'ISF.

La fiscalité des entreprises est allégée et avec la transformation du CICE en baisse de cotisations sociales, ce sont des milliards d'euro dans leurs caisses sans aucune contrepartie ni contrôle. Les 45 milliards de CICE entre 2013 et 2015 auraient permis de créer ou sauver 108 000 emplois ! Soit 435 000 € par emploi. C'est beaucoup plus cher qu'un fonctionnaire de base ! En réalité cela a permis d'augmenter les profits et les dividendes servis aux actionnaires.

La seule réponse acceptable pour les salariés, les fonctionnaires, les privés d'emplois et les retraités est l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux, afin que chacun puisse vivre dignement.

Les réformes déjà faites ou engagées ont un seul et même objectif : casser le modèle social français en réduisant la solidarité et ainsi transférer la majorité des missions du Service Public au secteur privé pour générer encore plus de profits.

Dans son discours du 10 décembre Macron annonce « *Je veux que soit posée la question de l'organisation de l'Etat, de la manière dont il est gouverné et administré depuis Paris, sans doute trop centralisé depuis des décennies. Et la question du service public dans tous nos territoires.* »

Rappelée par Emmanuel Macron lors de ses vœux aux Français, la réforme de la Fonction Publique annoncée pour l'année 2019 s'articulera par un recul généralisé des droits et garanties collective et le démantèlement des administrations. Les principales dispositions sont connues :

- recourir plus largement aux contrats dans le recrutement de fonctionnaires, de développer la rémunération au mérite et en finir avec le statut de la Fonction Publique.
- fermer les implantations administratives.
- privatiser ou abandonner des missions.

La CGT s'opposera avec détermination à la casse de nos statuts, de nos emplois et de nos services publics.

A la DGFIP, les suppressions de postes et les fermetures de services s'accélèrent. Dans le

département du Nord par exemple, la politique du gouvernement se traduira par la fermeture de 42 trésoreries, 4 SIP, 9 SIE et 6 SPF.

La loi de finances pour 2019 se traduit par la suppression de 2 130 postes pour la seule DGFIP. Localement, la DRFiP n'est pas épargnée et doit décliner 16 suppressions brutes !

Les fusions de service sont l'occasion de supprimer également des emplois de cadres supérieurs et de préparer les évolutions de nos structures dans l'orientation portée par CAP22. Ironie du calendrier, hier matin, nous avons été sollicités par messagerie pour participer à une rencontre avec un conseiller de Darmanin. Ce dernier est en visite ce matin au CPS 2, avec les médias, pour vanter la mise en place du PAS. Opération de communication qui ne trompe personne.

La communication de la DRFiP illustre bien le mépris qu'elle a du dialogue social et des représentants du personnel. Bien avant son message d'hier, elle a organisé une grande opération de nettoyage des locaux du CPS ! Il y a donc les agents qui ont droit quotidiennement à des locaux mal entretenus et un ministre qui traverse des villages « Potemkine » ! Par ailleurs cela signifie que la visite de M Darmanin était prévue de longue date !

Le ministre vient faire son show alors qu'il est l'artisan du démantèlement de la DGFIP ! C'est une honte ! La CGT ne se prêtera pas à cette mascarade.

Les futures suppressions d'emploi et de services vont être d'un niveau jamais atteint.

La CGT Finances Publiques ne peut que s'inscrire dans une lutte pour mettre en échec ces orientations.

À propos des autres points à l'ordre du jour :

- La création de nouvelles communes : il s'agit d'une décision préfectorale sur laquelle nous n'avons pas la main

- La réduction d'horaire de l'ouverture du public à l'HDF est présentée comme permettant d'améliorer les conditions de vie au travail des agents. La CGT dénonce ce recul du service public, qui actuellement n'est pas organisé avec des moyens suffisants.

- Une mission d'entraide des SIE est envisagée à partir des fonctionnalités du travail à distance. Les agents pourront travailler sur des dossiers hors du périmètre de compétence de leur service. C'est encore un artifice pour gérer la pénurie et une étape de plus dans la création de services à compétence départementale.

Une nouvelle fois, la DRFiP inscrit des points concernant l'organisation des services uniquement pour information au mépris des textes. Ceux-ci prévoient que l'avis des élus doit être obligatoirement formulé.

Par ailleurs, alors que le PAS est mis en place et génère une tension insupportable dans les SIP et SIE, la direction choisit de supprimer des postes dans ces services.

La CGT n'est pas là pour choisir l'implantation des suppressions de postes, nous les dénonçons et en réclamons l'arrêt total.

De même, siéger sans que l'avis des élus ne puisse être recueilli sur des dossiers touchant à l'organisation du travail est inacceptable.

Il ne sera pas possible pour les élus CGT de poursuivre cette mascarade de dialogue social sans réponses convenables aux problématiques posées par cette liminaire.

Lyon, le 8 janvier 2019